

Écrit par Ahmed Bensaada

Dimanche, 02 Avril 2023 06:50



Le 9 juin 2020, soit quelques jours après la sortie de mon livre [\[1\]](#) « *Qui sont ces ténors autoproclamés du Hirak algérien?* », Khaled Drareni, alors en prison, transmet un message qui me concernait :



Au risque de me répéter, je suis par principe contre l'emprisonnement des journalistes dans l'exercice de leur fonction. Et je dis bien « *dans l'exercice de leur fonction* », car tout citoyen, quelle que soit sa profession, est justiciable selon le principe fondamental de l'égalité devant la loi.

L'humour et la prison

Mais, vous conviendrez avec moi que le ton sarcastique et narquois de ce tweet nous révèle qu'il est possible de faire de l'humour lorsqu'on est incarcéré dans une prison algérienne, ce qui est difficilement le cas ailleurs dans le monde, même celui qualifié de « civilisé ».

Ceci étant dit, ce petit texte nous apprend beaucoup d'autres choses : i) que M. Drareni s'est (ironiquement?) « auto-autoproclamé » journaliste du Hirak, ii) qu'il veut un exemplaire dédicacé de mon livre (encore de l'humour, wow!) et iii) que je sois invité par Radio M pour disserter de mon livre. Bien qu'il n'en ait pas l'air, ce dernier point est aussi humoristique que les autres car je n'ai jamais été invité par ce média. Pourtant, j'aurais volontiers accepté de discuter de mes écrits sur leur plateau et en présence des invités de leur choix.

Je dois avouer que je n'aurais jamais cru que les geôles algériennes pouvaient inspirer autant d'humour!

Le tweet a aussi soulevé l'hilarité de quelques internautes si on se fie aux émoticônes figurant en bas du message. Mais, plus intéressant encore, ce même humour était présent sur le plateau de Radio M lors de l'émission du CPP du 10 juin 2020 où le tweet a été ironiquement lu par le directeur de Radio M en personne, arrachant des sourires moqueurs aux deux invités de l'émission [\[2\]](#), en particulier M. Bouchachi. Ce dernier, longuement cité dans mon livre, pouvait bien rigoler à son aise. Il n'a, en effet, été inquiété par aucune question relative à mon ouvrage et ce n'est pas les sujets qui manquaient. Mais rire en groupe sur un plateau est bien plus agréable lorsqu'on range l'éthique journalistique dans les tiroirs de la collusion et de la connivence, n'est-ce pas?

Pourtant, et contrairement à M. Bouchachi, ni le nom de Khaled Drareni ni celui du directeur et de sa radio n'ont été mentionnés dans mon livre. Peut-être, comme pour le Mouvement Rachad, se sentaient-ils indirectement visés par les informations qui y figuraient?

Cela a effectivement été prouvé pour Radio M dans un article fouillé [\[3\]](#) que j'ai publié en avril 2021 après avoir été gratuitement et publiquement traité de «

barbouze

» par le directeur de ce média en personne

[\[4\]](#)

.

Mais qu'en est-il de Khaled Drareni? Pourquoi autant d'ironie à travers les barreaux d'une geôle?

Drareni et le MEPI

Flashback. Deux ans plus tôt, Khaled Drareni signait un tweet dans lequel il nous apprend qu'il est à Oran pour la dernière session d'une formation intitulée « *Pour un journalisme spécialisé en Algérie* ».

← Tweet



Khaled Drareni ✓
@khaleddrareni

À #Oran pour la dernière session de la formation
« Pour un journalisme spécialisé en #Algérie » avec
@USMEPI #mepi et @IntuitionDZ #intuition

[Translate Tweet](#)



6:37 AM · May 6, 2018 from Oran

, Algérie

🔍 Search Twitter

Relevant people



Khaled Drareni ✓
@khaleddrareni
Journaliste indépendant
Représentant du mouvement
Afrique du Nord
representative of
freedom of the press



MEPI ✓
@USMEPI
@StateDept
Partnership
government
achieve shared
and stability



IN-tuition
@IntuitionDZ

What's happening

NHL · 4 hours ago

Drareni Khaled (@khaleddrareni) a écrit un tweet sur Twitter: "À #Oran pour la dernière session de la formation « Pour un journalisme spécialisé en #Algérie » avec @USMEPI #mepi et @IntuitionDZ #intuition".





(Voir aussi le projet de loi de la Algérie, le 15 novembre 2017)

2017: Six MEPI local grants in Algeria

1. “Algeria 2.0: a place for learning, a space for expression, a laboratory for ideas” will be implemented by **AGIR** in Bouira to empower 20 young activists and leaders to create local community projects on active citizenship, civic engagement, and institute civil society participation within their community.

2. “The Entrepreneurship, Leadership and Innovation Project” (ELIP) implemented by **Réseau Entrepreneurial Global (REG)** in 16 wilayas across Algeria to advance the managerial and technical skills of 1200 university students, spur their entrepreneurial spirit on campuses and encourage the creation of startups.

3. “MAHARA’TY Employment Accelerator” implemented by **Business Wise** to provide 180 entry-level job seekers from Blida, Béchar and Annaba with fundamental workplace skills, labor market information to access jobs, and mentoring for career development.

4. “So’Portunity Algeria: Standing for Social Opportunity in Algeria” implemented by **Human Development Network (HDN)** in Algeria to train and monitor 40 entrepreneurs via an innovative online platform to create their social enterprises in Oran, Biskra and Ghardaia.

5. “For a specialized journalism in Algeria” implemented by **IN-tuition** to provide training to 80 journalists from Algiers, Ghardaia, Constantine and Oran to improve their skills on economic and local journalism, and create an online repository/networking site for specialized journalists.

6. “Green Entrepreneurship For All” implemented by **Association de Femmes en Economie Verte (AFEV)** in Tiaret, Ghardaia, Tipaza, Setif and Algiers to provide training and coaching meetings to 75 young university

Meinung und Kritik. Ein solches Verhalten ist jedoch nicht nur für die Demokratie, sondern auch für die Gesellschaften insgesamt schädlich.



IN-tuition Algérie
27 décembre 2017

#IN-tuition #GROUP en partenariat avec le programme « Middle East Partnership Initiative » lance un parcours de formation intitulé « Pour un Journalisme spécialisé en Algérie » pour les journalistes dans 4 Wilayas du pays : Alger, Ghardaïa, Constantine et Oran. [La formation est entièrement gratuite.](https://open.al/741745)
Pour plus d'informations merci de cliquer sur ce lien : <https://open.al/741745>

Association américaine le Département d'État américain, dont dépend le MEPI, était devenu une

Le MEPI, c'est quoi?

Le MEPI fait partie intégrante de l'arsenal d'organisations américaines spécialisées dans l' « exportation de la démocratie », tout comme l'USAID (United States Agency for International Development), la NED (National Endowment for Democracy), Freedom House et l'Open Society Foundations (OSF) du milliardaire américain George Soros [8]. Comparé à ces organisations, la création du MEPI est beaucoup plus récente. Il s'agit d'un programme du Département d'État créé en 2002 par l'administration George W. Bush.

Jeremy M. Sharp, spécialiste des affaires du Moyen-Orient au Service de recherche du Congrès américain, écrivait en 2005 : « le MEPI est un élément clé de la politique de promotion

de la démocratie au Moyen-Orient de l'administration Bush

»

[\[9\]](#)

.

Plus récemment, en 2019, Elly Rostoum, politologue et ancienne membre du Conseil de sécurité nationale étasunien, mentionnait que le MEPI « *l'outil de soft power le plus innovant du Département d'État américain finance des projets dans la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord (MENA) qui font progresser les valeurs démocratiques américaines*

»

[\[10\]](#)

.

Le rapport 2020 du POMED (Project on Middle East Democracy - Projet pour la démocratie au Moyen-Orient), regorge d'informations intéressantes sur le MEPI [\[11\]](#). On peut lire, par exemple :

« L'Initiative de partenariat avec le Moyen-Orient (MEPI) est un programme d'assistance régionale du Département d'État financé par l'ESF [Economic Support Fund] et créé en 2002 dans le cadre du « Programme de liberté » de l'administration George W. Bush. L'administration Bush considérait le MEPI comme un complément tourné vers l'avenir et axé sur les réformes à l'approche de développement plus traditionnelle de gouvernement à gouvernement de l'USAID. Il a donné à MEPI un mandat politique pour établir des partenariats avec les citoyens et poursuivre des projets de promotion de la démocratie plus avant-gardistes, y compris le soutien aux groupes indépendants de la société civile, même malgré les objections des gouvernements régionaux

.

»

En résumé, le MEPI est un organisme qui dépend directement du Département d'État, qui est financé par le gouvernement américain, qui a pour mission d'« exporter » (« promouvoir » dans le langage politique américain) la démocratie « made in USA » et ce, « *même malgré les objections des gouvernements régionaux* »

!

À propos du rôle du MEPI dans le financement des activistes de la région MENA durant le « printemps » arabe, le rapport du POMED ne peut pas être plus clair [\[12\]](#) :

« Malgré le scepticisme de certains responsables de carrière de l'État qui y voyaient un irritant, le MEPI a soutenu des projets ambitieux dans les domaines de la construction de la démocratie, de l'éducation et de la société civile, en particulier dans les années qui ont précédé les soulèvements arabes de 2011. MEPI a financé des groupes démocratiques égyptiens face au mécontentement du régime de Moubarak, s'est engagé avec des militants pour la démocratie dans toute la région et a été l'un des rares donateurs à travailler avec des organisations indépendantes de la société civile tunisienne pendant la dictature de Zine el-Abidine Ben Ali . »

Comme maintes fois expliqué dans mes écrits, les organisations américaines d'« exportation de la démocratie » citées précédemment ont toutes participé à la formation et au financement des activistes arabes bien avant le début du « printemps » arabe ». La lecture de ce paragraphe nous permet de constater qu'il en était de même pour le MEPI.

Rita Stephan, directrice du MEPI entre 2016 et 2021, se vanta même de compter deux (2) prix Nobel parmi les personnes ayant bénéficié du financement MEPI : Tawakkol Karman (Yémen, 2011) et le quartet du dialogue national tunisien (Tunisie, 2015) [\[13\]](#) . Rappelons que Tawakkol Karman, l'égérie du « printemps » yéménite, a été également financée par la NED [\[14\]](#)

Dans un article publié par le Washington Post en 2011 et intitulé « *Les États-Unis ont secrètement soutenu des groupes d'opposition syriens, selon des câbles publiés par Wikileaks* »

[\[15\]](#)
, Craig Whitlock révèle que le MEPI a octroyé, entre 2005 et 2010, une somme s'élevant à 12 millions de dollars à des dissidents syriens :

« Plusieurs câbles diplomatiques américains de l'ambassade à Damas révèlent que les exilés syriens ont reçu de l'argent d'un programme du département d'État appelé l'Initiative de partenariat avec le Moyen-Orient [MEPI]. Selon les câbles, le département d'État a acheminé de l'argent au groupe d'exilés via le Conseil de la démocratie, une organisation à but non lucratif basée à Los Angeles. »

Ouvertement opposés au Président Bachar El-Assad, ces « exilés » syriens financés par le MEPI sont identifiés dans l'article comme des islamistes proches des Frères musulmans, regroupés dans une organisation basée à Londres nommée « Mouvement pour la justice et le développement » (MJD).

Ancienne sous-secrétaire d'État adjointe au Département d'État, Tamara Cofman Wittes a été nommée par le Président Joe Biden au poste d'administrateur adjoint pour le Moyen-Orient de l'USAID

[\[16\]](#)

. Entre 2009 et 2012, elle a supervisé le MEPI à propos duquel elle avait déclaré

[\[17\]](#)

:

« Il y a beaucoup d'organisations en Syrie et dans d'autres pays qui cherchent à changer leur gouvernement ... C'est un programme auquel nous croyons et que nous allons soutenir. »

Le Liban a connu en 2005 une révolution « colorée » supervisée par les formateurs serbes de CANVAS [\[18\]](#) . Nommée la « révolution du Cèdre », elle a abouti au retrait des troupes syriennes du Liban après l'assassinat du Premier ministre libanais, Rafiq Hariri. Il a été montré que le MEPI avait financé certains activistes impliqués dans cette « révolution », tout comme la NED, Freedom House et l'OSF [\[19\]](#) . En 2015, soit dix ans plus tard, le MEPI a aussi été très impliqué dans le financement des leaders de la contestation populaire libanaise surnommée « la révolution des ordures » [\[](#)

[20\]](#)

.

Yémen, Tunisie, Égypte, Syrie, Liban... : qu'en est-il de l'Algérie? Pour cela, consultons certains câbles Wikileaks.

Dans celui spécialement dédié au MEPI tel qu'indiqué par son titre « Algeria and MEPI – Moving forward », il est question du syndicat SNAPAP (Syndicat national autonome des personnels de l'administration publique) de Rachid Malaoui [\[21\]](#) . Daté du 26 avril 2009 et portant la référence

[09Algiers](#)

[415 a](#)

,

on peut y lire :

*« En outre, nous avons demandé un financement au MEPI [The U.S. –Middle East Partnership Initiative] pour un projet du Solidarity Center travaillant avec les syndicats algériens, ainsi qu'une petite subvention pour le SNAPAP, le plus grand syndicat algérien autonome (c'est-à-dire non affilié au gouvernement). Le Solidarity Center est actuellement le meilleur véhicule pour un engagement soutenu avec les syndicats autonomes, mais l'exercice de **petit es subventions***

SNAPAP est un effort pour renforcer la capacité organisationnelle et de collecte de fonds d'un syndicat avec peu ou pas d'expérience dans l'un ou l'autre domaine. En cas de succès, la subvention SNAPAP pourrait conduire à un engagement direct plus important, bien que dans un avenir lointain, sans un responsable de la mise en œuvre de MEPI comme intermédiaire ».

Sachant que le Solidarity Center est un des quatre (4) satellites de la NED, ce câble confirme tout d'abord que le MEPI travaille de concert avec les autres organismes d'« exportation » de la démocratie.

Il confirme aussi que le SNAPAP, qui a des relations étroites avec le Solidarity Center [\[22\]](#), a été (est encore?) financé par le MEPI.

